

## L'alliance objective des séparatistes extrémistes, d'une certaine extrême-gauche et de l'islamisme radical : les leçons des attentats de Barcelone



Les attentats qui ont frappé la ville catalane ont mis en lumière les nombreuses divisions, contradictions - et complaisances - qui existent en Espagne, et en Europe.

Avec Alexandre Del Valle

Deux jours après les terribles attentats de Barcelone et Cambrils, le parti séparatiste catalan d'extrême-gauche qui co-dirige la Mairie de Barcelone et la région de Catalogne (*Generalitat*), a tenu à déclarer et faire relayer dans les médias catalans que les attaques jihadistes ne sont pas le fait de musulmans, et pas même d'islamistes, quand bien même un imam fanatique a été identifié comme le cerveau des attentats et le fanatiseur en chef de tout un réseau tentaculaire hispano-marocain établi en Catalogne, mais du « fascisme terroriste et de son parrain, le capitalisme ». Durant la manifestation qui a été organisée le 26 août contre le terrorisme, l'ennemi a une nouvelle fois été désigné, le terrorisme fasciste et capitaliste et « son complice, l'Etat post-franquiste espagnol », le roi d'Espagne et Mariano Rajoy en tête, par ailleurs hués et insultés durant une manifestation orwellienne baptisée « Union » mais qui a mis en scène une désunion aux relents de guerre civile espagnole. Il est clair que quoi qu'il arrive, l'incarnation et la source du Mal ne peuvent être que des « impérialistes occidentaux » et jamais les suprémacistes islamistes pour l'extrême-gauche tiersmondiste, dont la CUP est, avec Podemos, et les mélanchonistes français ou autres trotskistes européens, depuis toujours attachés à faire des masses musulmanes radicalisées des « alliés » révolutionnaires et un lumpen-prolétariat de substitution, sont les expressions les plus fidèles.

### **L'avocat qui a fait libérer l'imam jihadiste qui a formé le cerveau des attentats de Barcelone est l'adjoint au Maire de Barcelone...**

A la stupéfaction de nombreux Espagnols et de toute la presse locale et nationale, on a appris dans les jours qui ont suivi les attentats, que maître Jaume Asens, actuel adjoint de la Maire de Barcelone, Ada Colau, a été l'avocat de Mohammed Mrabet, l'un des islamistes radicaux les plus dangereux d'Espagne, directement impliqué dans les attentats de Madrid de 2004 et dans les attentats anti-espagnols de Casablanca en 2003 puis mentor du cerveau des attentats Barcelone, Abdelbaki es Satty. Connu pour être le défenseur des « antisystème », des révolutionnaires qui désobéissent délibérément à la loi, et aux islamistes, Jaume Asens commença à travailler avec Ada Colau au sein de l'Observatoire DESC, une ONG qui codirigea les manifestations des « Indignés » en Espagne en 2010. En 2015, lorsque **Colau a été élue maire de Barcelone, Asens est devenu son conseiller au sein de son parti politique**, « Barcelona en Comú », allié de Podemos ; puis il devint son quatrième adjoint à la Maire et membre de son équipe dirigeante. **En tant qu'avocat, il défendit entre autres des islamistes dangereux et écroués, dans l'intention de les faire libérer, notamment l'idéologue terroriste marocain, Mohammed Mrabet, « imam de la mosquée de Vilanova i la Geltrú », qui était le mentor et inspirateur d'Abdelbaki es Satty, le cerveau des attentats de Barcelone. Mrabet avait été arrêté en 2006 et condamné en 2009 à 6 ans de prison pour avoir été l'un des leaders de la cellule jihadiste de Catalogne dans le cadre de l'enquête sur l'Opération Chacal, qui consistait à endoctriner les jeunes au jihad et à les envoyer combattre en Irak. L'imam, sur écoute, avait été surpris en train d'envoyer des textos jihadistes qui invitaient à commettre des attentats, mais sachant la**

**dangerosité de l'individu, on sait que c'est Asens lui-même qui se proposa spontanément pour défendre le terroriste et qui convainquit le tribunal catalan de faire libérer le détenu de façon anticipée, avec 4 de ses compaires terroristes.**

**Lorsque son disciple, Abdelbaki es Satty, devint imam de Ripoll, plus tard, les autorités judiciaires et politiques catalanes connaissaient parfaitement le radicalisme de l'imam. L'homme put toutefois tranquillement radicaliser pendant des années des dizaines de jeunes de la région au point de pouvoir former un réseau qui permit les attaques terroristes qui firent 15 morts et une centaine de blessés, le 17 août dernier à Barcelone et Cambrils.** Cet imam, qui fut le cerveau de l'opération, et qui mourut dans l'explosion du chalet d'Alcanar, où il préparait des bombes destinées à faire bien plus de dégâts notamment à la Sagrada Família, a été frappé d'une mesure d'expulsion après avoir été jugé et emprisonné pour trafic de drogues et avoir récidivé, mais malgré sa double nocivité, islamiste radicale et délinquante, la mesure d'expulsion ne fut jamais effectuée, sachant que l'extrême-gauche indépendantiste au pouvoir en Catalogne considère les ressortissants d'Afrique comme des victimes du colonialisme et du racisme et que l'expulsion est d'une injustice profonde.

**Il faut savoir qu'aux côtés de Jaume Asens, d'autres activistes idéologiquement orientés à l'extrême-gauche qui voient également les islamo-terroristes comme des victimes des injustices occidentales qui les poussent à se radicaliser, ont défendu des éléments islamistes dangereux du même acabit, notamment Benet Salellas, député de Catalogne indépendantiste et membre du parti ultra-radical, anti-espagnol, anti-occidental de la CUP, qui a été lui aussi avocat d'un des alliés de Mrabet, Mohammed Samadi, qui fut absout et libéré de prison comme Mrabet.**

**Des responsabilités accablantes des autorités locales catalanes qui ont facilité la tâche des terroristes : un schéma bien connu**

Une intense polémique fait rage en Espagne depuis que l'on a appris que le pouvoir indépendantiste catalan et l'équipe gauchiste de la Mairie de Barcelone ont délibérément refusé de mettre en application des recommandations émanant de Madrid, par rejet du pouvoir central. Tout d'abord, Barcelone et les Mossos d'Esquadra, la police catalane, n'ont pas pris au sérieux les alertes transmises par Madrid en provenance des Etats-Unis et FBI) et que les Mossos ont reçu, dès le 25 mai dernier, qui avertissaient de l'imminence d'attentats en Catalogne avec une forte probabilité qu'ils frappent les lieux les plus prisés, comme les Ramblas expressément nommés. Les notes de renseignements transmises via Madrid aux autorités catalanes qui l'ont dans un premier temps nié puis qui ont dû le reconnaître, provenaient de la CIA et du National Counter terrorism Center (NCTC) américain.

Rappelons aussi qu'une note dans le même sens émanant de la police belge de Vilvoorden, en janvier 2016, alertait quant à la dangerosité même de l'imam de Ripoll, le cerveau des attentats et disciple de Mrabet, qui avait été repéré en Belgique et en France, lors de voyages dans la capitale européenne du jihadisme. On sait également que la juge d'Alcanar, ville du chalet où l'imam de Ripoll sauta avec les bombes qu'il préparait, avait demandé aux Mossos de suivre la piste terroriste, ceci 17 heures avant l'attentat des Ramblas, et lorsqu'elle a émis l'hypothèse que l'explosion des cent bombes de gaz pouvait être liée à l'élaboration de bombes dans le cadre d'un attentat imminent, les autorités catalanes n'ont pas pris en compte cette piste et les policiers ont répondu à la juge Sonia Nuez : « Madame, n'exagérez pas » !. En conséquence, alors qu'une alerte maximale aurait pu et dû être donnée, notamment dans les grandes artères comme les Ramblas, ce qui aurait pu permettre de mettre des barrières et d'empêcher la camionnette de déboulonner, il fallut attendre plusieurs heures après les attentats de Barcelone pour que le responsable de la police catalane, **M Trapero admette le lien entre l'explosion d'Alcanar et la cellule terroriste.**

On sait que, comme nombre de terroristes qui ont frappé en France, en Grande Bretagne, à Berlin ou ailleurs, l'imam de Ripoll, connu des services anti-terroristes espagnols, et frappé d'une mesure d'expulsion, a pu rester « légalement » en Catalogne grâce à la décision irresponsable de la juge De la Rubla, qui a décidé de révoquer l'ordre d'expulsion contre l'imam Abdelbaki es Satty, qui a continué à faire des trafics et à embrigader à Ripoll et Barcelone.

Autre fait incroyable lié aussi à la haine idéologique conçue par les séparatistes catalans contre Madrid, on sait maintenant de façon avérée qu'après les attentats de Nice de juillet 2016, lorsque la municipalité de Barcelone a reçu l'instruction de la part de la police national et de Madrid d'installer des bornes escamotables sur les voies publiques piétonnes de Barcelone afin de rendre plus difficile des attaques au camion, les autorités catalanes refusèrent de suivre les instructions et de dépenser des sommes dans ce qui paraissait « inutile » selon la maire Ada Colau. En revanche, cette dernière et son équipe d'extrême-gauche ont jugé très utile, à la même période, de faire voter des dépenses de plusieurs centaines de milliers d'euros pour financer un projet de « lutte contre l'islamophobie », projet réitéré et confirmé depuis les attentats comme prioritaire étant donné le « risque » majeur de stigmatisation de l'islam et des musulmans, d'où l'absence de croix chrétiennes sur tous les lieux de commémorations des Ramblas avec les bougies mais l'omniprésence, orchestrée par l'équipe municipale qui contrôle les « éléments de langage » politiquement corrects, de pancartes exonérant l'islam, religion de paix, de toute responsabilité et présentant les musulmans comme les victimes absolues.

On peut récapituler ainsi les erreurs et manquements graves des autorités catalanes et qui sont dues en grande partie à leur fanatisme idéologique séparatiste et d'extrême-gauche qui les a poussé à empêcher de coopérer efficacement avec Madrid :

1/ L'explosion du 16 août dans le chalet occupé par les terroristes, fut telle qu'elle fut entendue à plusieurs kilomètres de là, mais les **Mossos de Esquadra ont affirmé qu'il s'agissait d'un "accident par "accumulation de gaz"**, ceci alors même que la juge du lieu avait envisagé la piste terroriste. Mieux, lorsque la police espagnole, la Guardia Civil de San Carlos de la Rápita, voulut pénétrer dans les lieux, ils en furent empêchées par les Mossos. Pourtant, le jour même de l'explosion, les voisins du chalet interrogés ont signalé que la maison était occupée depuis des mois par des personnes arabes au profil peu rassurant et qui faisaient des mouvements constants et en grand nombre. Les Mossos n'ont malgré cela toujours pas retenu l'hypothèse terroriste et ne communiquèrent pas de façon délibérée à la Guardia Civil espagnole et à la Police Nationale cet incident en temps voulu, ni ne les laissa investiguer lorsqu'ils l'apprirent. Or un jour avant l'attentat de Barcelone, chaque minute comptait.

2/ Un des occupants terroristes du chalet, blessé, et amené à l'hôpital, mais en état de parler, ne fut interrogé par personne avant l'attentat, pour les raisons évoquées ci-dessus.

3/ Juste après l'attentat de **Barcelone, on a découvert dans le chalet des traces de TATP**, l'explosif utilisé par de nombreuses cellules jihadistes et dont la formule de fabrication est consultables sur le Web. Malgré cela, le lien n'a pas été fait avec l'attentat de Barcelone, or si on avait fait ce lien, cela aurait pu éviter l'imprudente opération de fouille du chalet qui a conduit à une nouvelle explosion et qui fit **9 blessés parmi les Mossos et les pompiers...**

---

4/ Malgré les précédents de Nice, Berlin, et malgré les alertes de la CIA et du FBI selon lesquelles un attentat était imminent dans des lieux très fréquentés de Barcelone, le 17, après-midi, lorsque la fourgonnette fit irruption sur les Ramblas à très grande vitesse, aucune barrière n'avait été placée à l'entrée et à la sortie de la zone piétonne alors même que la police espagnole l'avait demandé d'en installer depuis Noël et alors même que de nombreuses villes non menacées en installent depuis des années de façon systématique. De la même manière, la maire de la ville et les Mossos n'ont pas voulu installer **de bornes automatiques**.

5/ L'imam marocain repris de justice, Abdelbaqui Es Satti, devenu « imam de la mosquée de **Ripoll** », où il recrutait et formait des jeunes jihadistes, était connu des services qui savaient qu'il était en relation avec des terroristes des attentats de mars 2004 à Madrid. Chacun sait qu'il aurait pu et dû être expulsé depuis deux ans, mais qu'il ne l'a pas été, malgré ses séjours suspects en Belgique, France et Suisse signalés par les services de pays amis. Malgré cela, il exerçait tranquillement son métier d'imam et de fanatiseur dans le village de de Ripoll (10.000 habitant), où les Mossos de Esquadra ont affirmé n'avoir « jamais identifié le profil dangereux de cet imam ».

En conclusion, l'une des raisons pour lesquelles l'attentat n'a pas pu être déjoué à temps et ses commanditaires arrêtés, n'a pas été le manque d'information, mais le refus obsessionnel des autorités « nationalistes » catalanes, dont les Mossos, de suivre les instructions de **la Guardia Civil et de la Police Nationale dans les investigations anti-terroriste**.

### **Absence d'union et récupération politicienne obscène**

Loin de se remettre en question et de faire une pause dans la guerre politique fratricide opposant Madrid à Barcelone, dès le soir même des attentats du 17 août, le gouvernement catalan, la Generalitat, a tenté de profiter un maximum du de dividendes politiques de l'attaque terroriste en ne cessant de vanter le professionnalisme des Mossos de Esquadra dont l'efficacité « prouverait » que la Catalogne peut être indépendante et gérer de façon optimale ses affaires régaliennes comme tout autre Etat, voir mieux que l'Etat espagnol... Fidèle à la rhétorique victimiste et narcissique ambiante, le président catalan, Carles Puigdemont, a dénoncé la « campagne de dénigrement dont seraient victimes les catalans et en particulier les Mossos de Esquadra », ceci durant une visite au Danemark où il inaugurerait une délégation de son gouvernement autonome (Generalitat) pour les pays nordiques. Il en a profité pour vanter les Mossos qui ont « *démontré avoir été capables de se comporter en force de sécurité d'une vraie nation indépendante* ».

L'unique préoccupation des indépendantistes était de promouvoir le processus séparatiste et de gagner le référendum sur l'indépendance prévu fin septembre, la police locale catalane étant mise en avant de façon éhontée comme symbole de la capacité de la Catalogne à devenir très bientôt un Etat à part entière. Relançant une polémique nauséabonde et attisant encore plus les divisions, plutôt que de reconnaître les erreurs des Mossos et des dirigeants catalans qui n'ont pas assez pris la menace au sérieux, le président de la *Generalitat* de Catalogne, Carles Puigdemont, et son conseiller de l'Intérieur, Joaquim Forn, ont accusé de plus belle l'Etat espagnol d'avoir « *privé la police catalane de sources d'information nationales et internationales* » comme celles de la CIA évoquées plus haut. Toutefois, le maire de la localité belge de Vilvoorde, Hans Bonet, a certifié que ses employés avaient directement échangé avec les Mossos d'Esquadra à propos de l'imam de Ripoll, leader de la cellule, **Abdelbaki Es Satty**, dès janvier 2016 et que l'on ne pouvait affirmer ne pas avoir reçu les informations et les alertes. Mieux, aux messages des services belges relatifs à l'imam de Ripoll, la police catalane ne répondit que deux mois plus tard pour dire qu'il n'y avait rien d'alarmant sur cet individu bien qu'il ait été détenu pour trafic d'héroïne...

Quant à la manifestation du samedi 26 août "pour l'Unité" contre le terrorisme organisée par cette même équipe d'idéologues tiersmondistes et séparatistes, elle fut tout sauf unitaire puisque qu'elle tourna vite en une opération de récupération-légitimation éhontée du catalanisme. Somme de la désunion ; le chef de l'Etat espagnol et le Chef du Gouvernement ont été humiliés à cette occasion, et au lieu d'être reçus avec respect étant données les circonstances, ils ont été hués, sifflés et violemment insultés par des foules enrégées contre « l'Etat espagnol colonial » et fanatisées par les responsables catalans. Ces derniers, notamment les leaders de la CUP, n'ont pas hésité, quelques jours à peine après l'attentat, à lancer une polémique d'une rare méchanceté visant à rendre l'Etat espagnol, la droite ex-franquiste de Mariano Rajoy et le roi Felipe « responsables indirects » des attentats tout en distillant en permanence des affirmations selon lesquelles l'islamisme n'est pas responsable ni les imams mais « le terrorisme fasciste et le capitalisme ». Le président du Conseil espagnol, Mariano Rajoy, resta digne, et il déclara ne « pas avoir entendu » les offenses.

La CUP, le parti séparatiste d'extrême-gauche, a également donné dans l'obscène idéologique hors circonstances en rendant "responsables" le roi et Mariano Rajoy, avertissant qu'elle ne se joindrait pas aux autres manifestations prévues à Ripoll, ville de l'imam cerveau des attentats, aux côtés de « gens comme Felipe VI ou Mariano Rajoy, « indirectement responsables » des attaques de Barcelone et Cambrils « *de par leurs relations avec ceux qui financent et aident Da'esh à devenir plus fort et aident ceux qui leur vendent des armes, des activités commerciales et des réseaux d'amitiés (...)*. *Ce serait d'un cynisme absolu qu'ils osent venir manifester* » a déclaré la présidente du groupe parlementaire de la CUP, Mireia Boya.

Ceci n'était qu'un tour d'horizon rapide du spectacle de division et donc de vulnérabilité stratégique que des peuples infidèles peuvent donner à la face du monde entier après une attaque d'une barbarie telle contre l'Espagne qui aurait pourtant dû être une occasion de témoigner d'une unité et de se réconcilier. Une chose est claire : l'ennemi jihadiste qui regarde ce spectacle ne peut manquer de se dire : « l'Espagne, ça marche à chaque fois » : en 2004, ils se sont divisés entre droite PP (Aznar) et parti socialiste (Zapatero), lorsque la gauche accusa Aznar de ne pas avoir nommé la menace terroriste islamiste et d'avoir chargé l'ETA basque, erreur fatale qui permit de faire battre le candidat du premier (Rajoy). Cette fois-ci, la gauche incrimine le gouvernement PP de Rajoy et la monarchie et nous exonère en refusant toute association entre terrorisme et islamisme... Le terrorisme finit par marquer des points psychologiques et formater les esprits.